

Madame Muriel Pénicaud  
Ministère du Travail  
127 rue de Grenelle  
75007 Paris

Paris, le 2 juin 2020

*Objet : plan de soutien aux structures inclusives*

Madame la Ministre,

La crise sanitaire que nous traversons est une épreuve difficile pour tout le monde, elle peut être insurmontable pour les plus vulnérables.

Cette crise est aussi un révélateur du comportement que chacun d'entre nous tente d'adopter : se résigner ou agir, avancer seul ou avoir le réflexe de l'intérêt général, réagir en court-termiste ou voir loin.

Au distinguo « monde d'après ou monde d'avant », nous préférons « monde d'à côté ou monde du dedans ». A l'évidence, nous façonnons un monde du dedans, pour permettre à tous les individus d'avoir leur chance et de trouver leur place : c'est ça la société inclusive !

C'est cette ambition que portent nos structures depuis plus de 40 ans : ESAT, entreprises adaptées et d'insertion, pour des personnes fragilisées par un manque de chance, par des accidents de la vie, par des situations de handicap.

Notre audace est de combiner au quotidien le social et l'économique, de « faire du social » l'objet même de nos structures, dont les performances n'ont pas à rougir de celles des entreprises traditionnelles. Si nos modèles économiques ont parfois la fragilité des personnes qu'ils accueillent, ils ont avant tout la robustesse de leurs valeurs solidaires et de leurs coopérations territoriales.

Notre grand secteur de l'inclusion est en mouvement. Il s'était déjà accéléré avant la crise sanitaire, avec un Pacte d'ambition pour l'insertion par l'activité économique et un Engagement national, Cap vers l'entreprise inclusive. Ensemble ces deux feuilles de routes visent à salarier et accompagner 320 000 personnes vulnérables chaque année d'ici 2022. De leur côté, les ESAT sont facilitateurs d'accès aux droits fondamentaux et à l'exercice de la citoyenneté pour les 120 000 usagers accueillis au quotidien.

Aujourd'hui nos enjeux sont majeurs :

- Passer la crise pour préserver les structures sociales inclusives, à budget constant, en transformant le volet du financement de la mission sociale non réalisé du fait de la crise sanitaire en financement exceptionnel de soutien économique aux structures ;

- Accompagner et investir pour rebondir, avec le soutien de la finance solidaire pour renforcer les fonds propres à un niveau satisfaisant et investir dans l'appareil productif en réallouant les crédits d'aides aux postes non dépensés pendant le confinement et le recours au chômage partiel ;
- Inscrire dans la durée et renforcer l'ambition initiale en prévoyant d'ores et déjà un budget 2021 supérieur à celui de 2020 pour proposer plus d'opportunités aux plus vulnérables ;
- Pour les ESAT, prolonger sur l'année 2020 les aides en cours (maintien de la prise en charge par l'Etat de la rémunération garantie) et garantir un accompagnement économique par la prise en charge partielle de leurs frais fixes ;
- Faciliter l'accès aux marchés publics pour les structures inclusives afin de relancer leur activité. Les clauses d'inclusion doivent devenir la norme et non l'exception dans les marchés publics ;
- Réécrire l'article 36 de l'ordonnance sur les marchés publics afin de pouvoir réintroduire des coopérations entre les acteurs du handicap et les structures de l'insertion par l'activité économique.

Notre ambition collective n'est pas démesurée, elle est simplement à l'échelle du besoin social que la crise va produire, notre feuille de route est simple : préserver, investir, développer.

Pour y parvenir vous pouvez compter sur les structures sociales inclusives et tous les femmes et les hommes qui les portent avec force et conviction. Pour y parvenir nous avons également besoin de votre appui, nécessairement financier. Cet appui consacrera un investissement fort de l'Etat dans les structures inclusives. Il les renforcera dans l'accompagnement au redémarrage de leurs activités et participera à la création de croissance dont la France a besoin pour cette sortie de crise. Cette croissance générée devra garantir la qualité de l'emploi et du travail et des accompagnements de leurs travailleurs.

Ce que nous vous proposons c'est d'investir durablement ensemble dans un monde inclusif qui porte haut les valeurs de la République : Liberté, Egalité, Fraternité.

Nous vous prions de croire, Madame la Ministre du Travail, en l'expression de notre très haute considération.

Luc de Gardelle

Cyril GAYSSOT

Didier RAMBEAUX

La fédération des entreprises d'insertion

UNEA

ANDICAT



